

# La « pesée de l'âme » du Président de la République Française.

Tout ce qui est bleu est cliquable pour vérifier l'information

décembre 2010

## Violations de notre constitution dont le Président est en principe le garant :

- [Traité européen imposé](#), pourtant [rejeté par la majorité des Français lors d'un référendum](#).
- Lois retoquées par le conseil constitutionnel sur la [taxe carbone](#) ou encore sur [HADOPI](#).
- Sûreté de rétention : le Président a tenté pas moins de 4 fois de contourner notre constitution, en instaurant le [délit « d'intention »](#), en tentant de [violer le principe de non rétroactivité de la loi](#), en demandant que les peines soient prononcées [sans passer devant aucun tribunal](#), et en tentant de [contourner le passage devant le conseil constitutionnel](#) par une aventureuse injonction à la cour de cassation. Sur ce dossier il a porté atteinte à l'état de droit.
- Laïcité : à Latran devant le pape il a [fait ostensiblement allégeance à l'Église catholique et à ses valeurs religieuses](#), alors qu'il est supposé représenter la France laïque, faite de diversité. C'est une [violation des principes fondateurs de notre constitution en particulier de l'article premier du préambule](#) que de déclarer « dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le pasteur ou le curé » et de déclarer que les racines de la France sont "essentiellement chrétiennes".

## Atteintes aux droits du Parlement :

- Le projet de loi organique visant à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution, adopté en conseil des ministres en décembre 2008, [retire presque complètement le droit d'amendement aux députés](#), et limite leur temps de parole. On en a vu l'application tout récemment, avec le président de l'Assemblée aux ordres, Bernard Accoyer, qui lors de la discussion sur la réforme des retraites, [a interdit de parole les Non-Inscrits et limité le temps d'intervention de l'opposition](#).
- Le Président de la République a également imposé la [procédure du vote unique au Sénat pour la même réforme des retraites](#), afin d'accélérer le vote de la réforme.

## Atteinte à l'indépendance de la justice :

Annonce dès 2009 de la [suppression du juge d'instruction](#), afin de confier la conduite des enquêtes les plus gênantes directement au parquet, donc au ministère de la justice, donc à l'exécutif. Cette mesure est une atteinte majeure à notre état de droit et à la démocratie, et a fait reculer la justice de plus de cinquante ans (l'indépendance du juge d'instruction a été actée en 1958).

## Atteinte à l'indépendance et au pluralisme de la presse :

[Nomination de valets](#) à la tête des seuls médias qui ne sont pas encore [contrôlés par les amis Bouygues, Arnault, Frère, Lagardère, Dassault, Bolloré, De Rothschild](#). Une République où le pouvoir exécutif impose ses désirs au contre-pouvoir médiatique n'est pas une démocratie digne de ce nom.

## Atteintes à la liberté de la presse :

Persécution policière permettant à la police de molester en toute impunité des journalistes, détruire leurs appareils photos, leurs caméras, ou bien effacer leurs photos, détruire leur film ou tout simplement leur interdire de filmer :

\* [Le 18 décembre 2008](#) à Lyon pour 2 photographes de l'AFP. « Ce qui m'énerve, c'est que j'étais en Chine cet été. Finalement, j'étais plus libre de faire des photos qu'en France ! » a déclaré l'un d'eux.

\* [Le 4 avril 2009](#) lors du sommet de l'OTAN à Strasbourg: Hugo Hayat, malgré sa carte de presse et une carte d'accréditation de l'OTAN, est molesté par la police qui l'empêche de filmer et lui confisque sa carte de presse.

\*[Le 12 octobre 2010](#) à Paris, un preneur de son de TF1 qui tournait un reportage, et un journaliste de Canal + ont été violemment pris à partie par la police. Le secrétaire général de Reporters sans frontières, Jean-François Julliard, a expliqué à Rue89 n'avoir « jamais vu ça » : « J'ai déjà vu des cas de violences policières sur des journalistes lors de manifestations. Mais là, au point de faire tomber un journaliste et de lui matraquer les jambes, non. D'habitude, c'est en Russie qu'on voit ça. ».

\*Des journalistes gardés à vue, comme [Vittorio de Filippis](#) le 28 novembre 2008, menotté, humilié, traité de manière insultante devant ses propres enfants. En garde à vue, il sera contraint de se déshabiller entièrement et soumis à deux fouilles intégrales. Motif : 2 ans plus tôt, un commentaire avait été laissé sur le site de Libération par un internaute.

## Limogeage de préfets de la République pour des motifs irrecevables:

- [Pour n'avoir pas empêché les citoyens d'exprimer leur colère](#) en les maintenant très éloignés des lieux où se rend le Président de la République, lieux sur lesquels les médias filment avec complaisance quelques militants UMP présentés comme de simples citoyens l'accueillant chaleureusement pendant que les véritables citoyens sont réprimés loin des caméras comme à [Saint Lô le 12 janvier 2009](#) ou à [Nîmes le 13 janvier 2009](#).
- D'autres préfets ont été limogés pour des sifflets et pour [crime de lèse pelouse](#) ou pour [ne pas avoir fait avancer le](#)

dossier du "tout-à-l'égoût" du Cap Nègre, lieu de résidence de la belle-famille présidentielle.

- En revanche les préfets responsables de la mutilation de notre jeunesse à [Montreuil](#), [Nanterre](#), [Chambéry](#), [Lyon](#), [Paris](#), [Lorient](#) pendant le mouvement de résistance contre la réforme des retraites ne seront pas inquiétés.

### **Mesures et lois qu'on croyait définitivement reléguées aux latrines de l'histoire :**

- [Expulsions sur des critères ethniques](#) (Roms), identité nationale, fichages ethniques, quotas d'expulsions, identification des sans papiers dès la maternelle avec la collaboration de certaines mairies et certains enseignants, incitations à la [délation rémunérée à Villiers le Bel](#).
- Le 7 février 2009, Frédéric Lefebvre, le porte-parole de l'UMP, exaltait la [délation comme "devoir républicain"](#) pour venir à la rescousse d'Eric Besson, qui troquait dénonciation des passeurs contre titre de séjour.

### **Atteintes à la présomption d'innocence :**

- Dans l'affaire [Colonna le 4 juillet 2003](#).
- [Au sujet de Dominique de Villepin](#) dans l'affaire Clearstream.
- Les ministres ont fait de même à plusieurs reprises [notamment lors de l'affaire de Tarnac](#).

### **Atteinte à nos droits et libertés fondamentaux en instaurant de multiples fichiers ou en modifiant la loi pour que les fichiers existants se remplissent.**

- [STIC](#), [FNAEG](#), tout doit être mis en fiche comme l'a montré le projet [EDVIGE](#) (pour ficher les militants politiques et syndicaux) d'ailleurs M. Sarkozy annonçait la couleur sur France 3 ouest en 2005 en disant « L'idéal serait de tout savoir sur chaque citoyen. ». Création du [fichier CRISTINA](#) et instauration du fichage dès la maternelle avec le [fichier base élèves](#). En 2007 on comptait déjà 36 fichiers divers et variés.
- Les premiers tests ADN massifs ont été pratiqués sur des manifestants [entre les 2 tours de la présidentielle](#) conformément à la volonté du Président exprimée dans la [LSI de 2003](#). Le nombre de personnes fichées a continué à croître de façon déraisonnable : au total 717 000 personnes sont fichées en 2008, soit près de 30 000 nouveaux prélèvements d'ADN par mois. Plus de 75 % de ces personnes n'ont fait l'objet d'aucune condamnation. La répression touche tout le monde, y compris les enfants. À ce jour, il est recommandé par le code de procédure pénale de ficher génétiquement un panel très large d'individus ayant commis des délits ou même simplement suspectés d'en avoir commis, **les délits financiers étant exemptés de ce prélèvement**. 137 infractions relèvent aujourd'hui du fichage ADN. À l'origine, seuls les criminels sexuels en étaient la cible, maintenant cela s'étend aux militants syndicalistes, écologistes (faucheurs d'OGM) jeunes (Blacks, Beurs et Blancs dits « marginaux »).
- Une véritable [toile d'araignée de fichiers administratifs](#) a également vu le jour.

### **Mutilations et traumatismes pour certains de nos enfants :**

- Police équipée de flashballs, qui ont déjà défiguré des dizaines de personnes et de préférence des jeunes, [l'histoire la plus scandaleuse étant arrivée le 14 octobre 2010 à ce jeune lycéen de Montreuil](#) qui risque de perdre un oeil pour avoir déplacé une poubelle.
- [Un jeune héros traumatisé par la police de Fontainebleau le 12 octobre 2010](#) alors qu'il a protégé une enfant de 1 an des grenades lacrymogènes en les repoussant du voisinage de la poussette, puis en couvrant la poussette avec son blouson, et au lieu de lui offrir une médaille du courage, il a droit à un coup de flashball (heureusement dans les jambes) et une garde à vue plus que traumatisante si on en croit le témoignage de sa mère.
- Au collège de Marciac, dans le Gers, [les élèves ont été fouillés, humiliés, déshabillés, reniflés par des chiens](#), d'autres ont été alignés contre un mur pour un contrôle de police à la descente du car scolaire devant le collège de Vendres.
- Le [5 mars 2009](#), des collégiens, encore, au retour d'une sortie pédagogique à l'Assemblée Nationale dans le cadre de l'éducation à la citoyenneté attendaient leur train. Les CRS ont chargé dans la gare Montparnasse sans discernement les manifestants étudiants qui avaient envahi la gare. Les collégiens ont alors été traités avec la plus grande violence, plus de dix collégiens ont été bousculés, frappés, jetés à terre, blessés comme en témoignent les certificats médicaux délivrés sur place.

### **Atteintes aux libertés fondamentales et aux droits des jeunes :**

Répression violente de tous leurs mouvements de contestation depuis 2005, de manière toujours plus dure, et dans des proportions qui ont dépassé l'entendement notamment le [21 octobre 2010 sur la Place Bellecour à Lyon](#). Ce traitement n'est pas réservé seulement aux jeunes mais à tous les contestataires.

### **Atteintes aux libertés fondamentales et aux droits de manifester pacifiquement:**

- Le [4 Avril 2009 à Strasbourg](#), lors du sommet de l'OTAN, la France réintègre le commandement de l'OTAN. Manifestations à Strasbourg. [Les CRS sont pris en flagrant délit: ils balancent des pierres sur les manifestants](#). La violence est extrême de la part de la police et particulièrement de celle des membres de la BAC en « civil ». Les témoignages sont nombreux, de tirs systématiques de grenades lacrymogènes à « tirs tendus », de tirs de « grenades assourdissantes », une arme soit disant « non létale », de blessures et d'irritations de la peau dues aux gaz lacrymogènes, de nombreux malaises de personnes âgées.
- Le délit d'outrage est devenu à la mode. Instauré sous Jospin, il est du reste une exception française. Il n'existe pas chez la plupart de nos voisins. Ce délit consiste à porter atteinte à la dignité d'un représentant de l'autorité

publique, ou à ses fonctions. L'outrage, « délit de tous les arbitraires », estiment certains, est néanmoins passible de 7 500 euros d'amende et de six mois de prison.

[Le nombre de délits pour outrage a augmenté de 42 % en dix ans](#). Et cette inflation, dans le contexte actuel du tout répressif, pose des questions cruciales de société. Les affaires les plus banales se retrouvent devant les tribunaux, pourtant déjà débordés. À tous les étages de la société, la France est gardée à vue. Du polytechnicien du 16<sup>e</sup> arrondissement de Paris qui se retrouve [menotté pour avoir téléphoné dans sa voiture](#), aux [trois passagers philosophes du vol Paris Kinshasa](#) menottés parce qu'ils protestaient contre le traitement dégradant lors de l'expulsion musclée d'un ressortissant étranger, tout est prétexte à se « prémunir », comme disent les policiers. Lesquels sont tenus d'appliquer la politique du chiffre, multiplient les humiliations et les contrôles au faciès, et provoquent à outrance pour déclencher l'outrage et la rébellion.

- En dix ans, le nombre de condamnés pour coups et blessures volontaires a triplé. [L'effet CPE et Clichy sous Bois](#) semble avoir joué, de nombreuses peines de prison ferme ont été prononcées, un jet de bouteille sur les forces de l'ordre est devenu "coups et blessures volontaires avec armes sur un policier".

### **Atteintes au droit de grève :**

- Instauration du [service minimum](#).
- [Réquisitions remises au goût du jour à Grandpuits](#). Réquisitions qui ont été jugées illégales par le tribunal administratif de Melun le 22 octobre 2010: le TA rappelle que " le droit de grève est une liberté fondamentale" et il considère que "l'arrêté en litige a porté une atteinte grave et manifestement illégale au droit de grève."

### **Atteintes au droit syndical et à l'usage de notre démocratie :**

- Refus de négocier avec tous les partenaires sociaux, en privilégiant outrageusement toutes les propositions du MEDEF.
- [Pénalisation de l'action syndicale](#). De plus en plus de syndicalistes se retrouvent au tribunal !

### **Un bilan sécuritaire qui nuit gravement aux libertés et aux droits des citoyens et qui menace la démocratie.**

- [LSI, mars 2003](#) : garde à vue des mineurs dès l'âge de dix ans, nouvelles informations dans le fichier des empreintes génétiques (FNAEG), extension du fichier génétique contre toutes les personnes pour lesquelles il existe «des raisons plausibles de soupçonner qu'elles ont commis une infraction», échange des données du fichier des personnes recherchées (FPR) avec des organisations étrangères, délit pour les SDF et les mal logés.
- [Loi n° 2006-64 du 23 janvier 2006](#) relative à la lutte contre le terrorisme. L'accès aux logs de connexion Internet, par les autorités policières, n'est plus soumis à l'autorisation d'un magistrat. Assouplissement des conditions de contrôle de mise en place de caméras de vidéo surveillance.
- Côté fichage, la [loi n° 2006-64 du 23 janvier 2006](#) instaure de nombreux croisements de fichiers, qui sont dénoncés par la CNIL comme liberticides. L'exception anti terroriste augmente la durée maximale de garde à vue de 4 à 6 jours en ce qui concerne les « suspects » d'actes terroristes, faisant fi de la présomption d'innocence applicable dans tout état de droit.
- Lorsque Nicolas Sarkozy est devenu président, nous avons eu la [loi sur les peines planchers](#), et ce triste bilan : alors que le nombre des gardes à vue a augmenté de 67 %, dans le même temps le nombre des personnes condamnées n'a pas augmenté, en clair, de nombreux Français ont été mis en garde à vue sans avoir commis la moindre infraction.

### **Instauration de la République des copains, un véritable système népotique, graves atteintes à l'égalité républicaine:**

- Piston grossier du fils, [Jean Sarkozy, à la direction de l'Epad](#), alors qu'il n'avait même pas un simple DEUG de droit.
- [Protection du gazon de l'ami Christian Clavier](#) en Corse, nos impôts ayant servi à payer la police (400 000 euros quand même).
- Protection du gratin politico-médiatico-industriel lors des « [dîners du Siècle](#) » mensuels.
- [Détournement des moyens de la police](#) pour identifier le voleur du scooter du fils.
- Distribution de légions d'honneur comme des petits pains aux amis [Clavier, Reno](#) et les autres, et aux amis couturiers de Carla. Mais aussi aux patrons de presse et à plusieurs membres du premier cercle de l'UMP.

### **Atteintes aux intérêts de l'économie réelle et intérieure de la France :**

- [Instauration des cadeaux pour les plus riches comme le bouclier fiscal](#), ce qui a placé les finances dans le rouge. Il suffit de regarder qui a profité de ce bouclier.
- Renflouement des banques et de la finance sans aucune contrepartie, ce qui leur a permis de [se remettre immédiatement à jongler avec les bonus](#), à spéculer sur notre monnaie et finalement à nous imposer la rigueur en guise de remerciement. Les anglo-saxons ont nationalisé des banques renflouées, les États Unis ont laissé Lehman Brothers faire faillite. Là encore les finances sont dans le rouge et ces mesures de renflouement et de rigueur vont gravement compromettre la consommation pour les Français les plus démunis.

## Une présidence très coûteuse pour le contribuable.

- Une auto augmentation de plus de 170 % dès l'arrivée de M. Sarkozy à l'Élysée.
- Le cocktail à New York : 400 000 €.
- Le concert payé à l'ami Johnny («l'évadé fiscal») pour le 14 juillet : 1 million d'euros.
- Les repas du Président trois fois par semaine au Bristol (menu à 200 €), alors qu'il y a un chef payé à l'année à l'Élysée.
- Les invitations permanentes et par centaines des élus UMP à des cocktails, repas, déjeuners, petits déjeuners, dîners à l'Élysée.
- L'aménagement de « Air Sarkozy One » qui a coûté plusieurs centaines de millions d'euros. Avec four à pizza à 75 000 € et lit double king-size, salle de bain sans baignoire mais avec une douche, salle de réunion 15 places, selon la cour des comptes.
- Le coût astronomique des voyages sécurisés, coûts directs ( 325 000 € par sortie en moyenne) et indirects par paralysie des villes, et mobilisation outrancière des forces de police.
- Les sondages et les rémunérations énormes des conseillers en « sondagistique » qui aboutiront à une plainte déposée pour délit de favoritisme.
- Les campagnes de propagande coûteuses comme par exemple celle des retraites (7 millions).

## Gouvernement de la honte, la quasi totalité des ministres étant éclaboussés pour une raison ou pour une autre :

- Le salaire de Christine Boutin.
- 12 000 euros de cigares en un an pour Christian Blanc, payés par l'Etat.
- Un hôtel de luxe pour Rama Yade en Afrique du Sud.
- Un permis de construire illégal pour Alain Joyandet, et des voyages en jet privé pour 116 000 Euros.
- Brice Hortefeux condamné pour injure raciale, et toujours en place.
- Pour Christian Estrosi, plusieurs appartements de fonction à Paris, là aussi des voyages en jet privé, tout cela payé par l'état.
- Fadela Amara qui loge ses frères dans un appartement de fonction.
- Roselyne Bachelot, issue du monde des laboratoires pharmaceutiques, qui confie une mission à son fils au ministère de la santé, alors qu'il n'a qu'un diplôme d'histoire de l'art.
- La même Bachelot qui achète des millions de doses de vaccins anti grippe au profit des mêmes labos.
- Nadine Morano qui ne cesse de dérapier et tient ouvertement des propos xénophobes.
- Et bien sûr le pompon avec Eric Woerth mouillé jusqu'au cou dans l'affaire Bettencourt.
- Et quand un ministre est remplacé, on assiste à la légitimation des traîtres à la patrie qui s'évadent fiscalement comme Michèle Laroque, compagne du tout nouveau ministre du Budget, François Baroin, qui revient d'urgence se fiscaliser en France après une évasion de plusieurs années aux USA, dans l'État du Nevada, le moins fiscalisé.

Si le Président était digne de la mission que nous lui avons confiée, il aurait obligé tous ces ministres à démissionner, il a préféré les couvrir et même parfois tenté d'empêcher les juges de faire leur travail, avec l'aide bienveillante du parquet, comme dans l'affaire Woerth Bettencourt.

## Des gens contestables à des postes clés et des mélanges de genre entre monde politique et grands groupes industriels:

- Stéphane Richard, nommé à la tête d'Orange, pourtant condamné pour fraude fiscale, et qui a reversé au trésor public 660 000 € en septembre 2007, alors qu'il était directeur de cabinet du ministère de l'économie !
- Le mélange des genres entre fonction politique et postes de direction de grands groupes est devenu monnaie courante, on peut citer par exemple Vincent Pérol, ancien chef de Cabinet de la Présidence nommé à la tête du regroupement des Caisses d'Épargne et des Banques Populaires. Ou bien dans l'autre sens, Luc Chatel, DRH de L'Oréal, nommé ministre de l'éducation, ou plutôt, artisan de la main mise du management de l'entreprise sur le monde de l'école via les livrets de compétences.

## Les mensonges permanents

### Sur les retraites :

- Le Président a affirmé à de nombreuses reprises (et notamment lors de la soirée spéciale sur TF1 le 25 janvier 2010) qu'il n'accepterait pas la baisse du niveau des pensions. « La seule chose que je n'accepterai pas, c'est qu'on abaisse le niveau des pensions. Elles sont trop basses. » (annexe 11 de ce document) C'est pourtant bien ce qui va se passer avec cette réforme des retraites.
- Reniement de l'engagement électoral de « ne pas toucher aux 60 ans », il l'a dit et répété : « je n'ai pas été élu pour ça ».
- Pour cause de crise, Il prétend aujourd'hui vouloir reculer l'âge légal, pour « sauver le régime par répartition ». Autre mensonge, puisque c'est depuis 2007 qu'il prépare avec son frère et sa société Malakoff-Médéric le développement des retraites par capitalisation et des assurances privées, pour compenser justement la baisse des pensions.

## Sur d'autres sujets, toujours au cours de la même émission du 25 janvier:

- Il déclare que le choix des **35 heures** est « catastrophique du point de vue des salaires et du point de vue de la croissance »... un choix qui selon lui, a aggravé le chômage. Alors que **depuis les 35 heures en 2000, jusqu'à la crise en 2007 la croissance était positive.**
- Le Président affirme que **ce sont les Français qui travaillent le moins.** C'est un mensonge. **Au dernier trimestre 2008, les Français ont travaillé en moyenne 36,5 heures. Les Allemands, 36 heures. Et les Britanniques, 35,5 heures. Quant aux Néerlandais, ils ne travaillent en moyenne que 31,9 heures par semaine.** Si on s'intéresse à la richesse produite en 2009 par ceux qui occupent un emploi selon les chiffres de la Commission européenne, un Français a produit 77 000 euros de richesses, un Allemand seulement 60 000 et un Britannique 54 000.
- **Il a prétendu qu'en Allemagne il y avait un bouclier fiscal, c'est un mensonge.**
- **Mensonges sur les impôts :** «De tous les pays de l'OCDE, nous sommes celui qui paie le plus d'impôts. » Pourtant, le Danemark, la Suède, la Belgique et l'Italie dépassent la France à ce classement.
- Sur les **allocations chômage :** « La France a la plus longue durée d'indemnisation du chômage en Europe ». D'après le site de l'Unedic, pour les salariés de moins de 50 ans, **c'est en Belgique que la durée est la plus longue, car elle est «en général illimitée».** Vient ensuite le Danemark (quatre ans d'indemnisation, ramenée à trente mois pour les plus de 60 ans).
- Mais des mensonges, il y en a eu beaucoup d'autres, notamment **sur la recherche** (le 22 janvier 2009) ou sur **la privatisation de GDF** (le 6 avril 2004). le **sauvetage de l'usine Molex**, etc.

## Incompétences flagrantes et répétées :

- **1,3 Milliards perdus sur les actions EDF, une niche 20 Milliards offerte par mégarde au CAC40** et découverte par Didier Migaud, président de la commission des finances de l'Assemblée.
- « **Je veux développer le crédit hypothécaire en France.** C'est ce qui a permis de soutenir la croissance aux États-Unis » expliquait le Président fin 2006, en exposant sa "nouvelle" stratégie économique. Bien vu ! Quelques mois après c'était la crise des subprimes, c'est-à-dire des crédits hypothécaires.
- Au sujet d'Al Qaida, **face à Jean-Jacques Bourdin le 26 février 2007**, le candidat Sarkozy alors ministre de l'intérieur et donc en charge des questions de terrorisme est incapable de faire la différence entre sunnite et chiite.

## La « pesée de l'âme » du Président étant terminée, l'heure du jugement est venue.

Ouvrément et sans complexes, ce gouvernement, ces ministres et ces amis corrompus, racistes, profiteurs, menteurs éhontés **se permettent de traiter les médias d'investigation et les vrais journalistes qui font leur métier, de fascistes.** Ces journalistes ont posé des questions sur la manière dont le Président est arrivé au pouvoir, avec **l'attentat de Karachi** et le financement de la campagne d'Édouard Balladur dont il était le porte parole, tout en étant en même temps ministre du Budget.

Ils ont publié des révélations sur la campagne présidentielle de 2007 en médiatisant **le dossier Woerth Bettencourt**, affaire pour laquelle **la question du financement illégal** est posée : s'il y a effectivement eu un don de 150 000 euros pour sa campagne, le mandat de Nicolas Sarkozy n'est pas valide.

Ces mêmes journalistes, qu'on tente de faire taire par toutes sortes de moyens, y compris en envoyant probablement des barbouzes **cambríoler le Monde, Mediapart et le Point** pour dérober justement les ordinateurs des 3 journalistes qui travaillent sur l'affaire Woerth Bettencourt depuis quelques mois. Une opération probablement destinée à intimider les sources de ces journalistes. Dans une véritable République une enquête aurait été diligentée sur le champ avec les meilleurs procureurs et les meilleurs enquêteurs du pays sur cette affaire : en effet, une puissance étrangère pourrait être à l'origine de ces cambriolages et récupérer des informations capables de déstabiliser gravement notre pays ou d'exercer une forme de chantage. Le Président a pourtant déclaré qu'il ne voyait pas en quoi cette affaire le concernait. Il exclut donc l'hypothèse de barbouzes envoyés par des puissances étrangères.

Pour toutes ces raisons, nous, peuple de France, considérons que Nicolas Sarkozy est indigne du poste que le peuple français lui a confié. Il nous reste malgré tout encore un droit constitutionnel, celui de résister à l'oppression. La coupe est pleine, nous appelons solennellement Monsieur Sarkozy à quitter ses fonctions.

S'il refuse de partir de lui-même, nous demandons à toutes les institutions de ce pays, à tous les partis politiques, à tous les démocrates de prendre leurs responsabilités et de faire le nécessaire pour obtenir enfin une enquête officielle sur la campagne présidentielle de 2007 et d'enclencher toutes les procédures prévues par la loi pour invalider l'élection de Nicolas Sarkozy. S'il s'avère qu'il n'y a pas eu d'irrégularités dans la campagne, nous les invitons à réfléchir à d'autres procédures sur la base des entorses répétitives à la constitution, à la démocratie, et aux droits de l'homme.

Collectif F.R.E.D. ( Front Résistance Existence Désobéissance )